

Recherche et développement

domaine commercial par exemple. Il n'existe pas un seul bloc économique à même d'acheter indéfiniment plus qu'il ne vend, que ce soit à l'échelle de la famille, de l'entreprise ou du pays.

En tant que pays, nous avons trois denrées que nous pouvons vendre au reste du monde pour trouver des devises qui nous permettront de racheter les produits dont nous avons besoin mais que nous ne produisons pas. Ce sont, d'une part des ressources renouvelables comme nos produits agricoles, et d'autre part des ressources non renouvelables comme l'énergie, les minéraux, et le reste, ainsi que nos produits fabriqués ou services. Dans cette dernière catégorie, ces biens et services sont le produit du cerveau ou du muscle. Je ne pense pas désirable ni même possible de demander au Canada de concurrencer les pays du tiers monde en ce qui concerne le produit du muscle. Nous ne pouvons demander aux Canadiens de réduire leur niveau de vie comme il faudrait qu'ils le fassent pour pouvoir concurrencer le tiers monde, et les pays à faible revenu par tête, en produisant des biens ou des services principalement à force de sueur. Autrement dit, si nous voulons être bien placés vis-à-vis de la concurrence sur le marché mondial, grâce à la valeur ajoutée de nos matières premières, nous devons le faire dans les domaines où interviennent principalement l'invention, le savoir-faire, le talent ou la technique. A cet égard, la performance du Canada est absolument insuffisante.

L'année dernière, dans le domaine des produits de techniques de pointe, notre déficit commercial a été de 10 à 11 milliards de dollars. C'est déjà un chiffre astronomique, mais qui devient encore plus effarant lorsqu'on examine les courbes de tendance. Il y a une décennie environ, avant 1970, nous avions déjà un déficit de un milliard de dollars—en valeur constante—à ce chapitre; mais ce déficit a pu être compensé aisément par l'exportation de nos produits agricoles et de nos ressources non renouvelables.

Depuis 1970 le déséquilibre commercial des produits de techniques de pointe s'est constamment accentué, et il est passé de un milliard à 10 milliards de dollars. C'est une tendance désastreuse et devant cela, le gouvernement n'a pas eu la moindre initiative pour arrêter ou renverser cette tendance. Si l'on continue ainsi, on en viendra à penser qu'un taux de chômage de 10 p. 100 est le paradis, en comparaison de ce qu'il sera à l'avenir.

Il est parfaitement absurde d'envoyer nos délégués en Suisse parler d'abaisser nos barrières douanières en pensant que cela remédiera à tous nos maux. Le gouvernement semble ne rien comprendre à ce qui se passe au Canada, ni admettre que notre situation commerciale est en mauvaise passe. En réduisant nos droits de douane, nous ne ferons qu'empirer les choses. Ce qu'il nous faut, c'est une stratégie étudiée, avec comme élément fondamental la recherche et le développement, pour assurer que le Canada sera à même de soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux. Tant que nous jouerons au singe qui se bouche les yeux, le nez et les oreilles, la situation commerciale continuera de dégringoler sur cette même pente. Toute réduction de tarifs ne fait que rapprocher le jour où le Canada comptera en moyenne 15 p. 100 de travailleurs en chômage.

Pour fournir des emplois aux Canadiens, nous devons nous tourner vers la fabrication et donc vers une technologie avancée. Nous ne pouvons concurrencer les pays du tiers monde quand la fabrication ne requiert que peu de spécialisation. Les

industries primaires n'absorbent pas assez de main-d'œuvre pour réduire le chômage. On estime que près de 6½c. de chaque dollar provenant de l'industrie primaire sont versés en salaires alors que dans la fabrication, les salaires atteignent près de 35c. de chaque dollar. Pour chaque dollar gagné à fabriquer des produits, on crée six fois plus d'emplois que par la vente de matières premières.

Si le gouvernement veut vraiment réduire le chômage non seulement pour aujourd'hui mais ces trois ou quatre prochaines années, il devrait établir une politique scientifique et une politique de recherche et de développement tout en reconnaissant que nos réalisations en ce domaine sont inférieures à celles de tous les autres pays occidentaux.

On ne saurait le répéter assez souvent, monsieur l'Orateur. Nos réalisations sont inférieures à celles de tout autre pays industrialisé de l'Occident. On ne peut attribuer cette situation à des facteurs internationaux, ni aux conditions atmosphériques, ni au Marché commun ni à des forces occultes qui paraissent être la cause de tous nos autres problèmes, problèmes monétaires et autres. La faute en est au Canada, le coupable c'est le gouvernement.

Qu'a-t-il fait, le gouvernement? Quand le comité sur les sciences a soumis son rapport en 1970, le gouvernement a aussitôt créé le département d'État pour la Science et la Technologie. Je suppose que celui-ci devait élaborer des politiques. Il a effectivement élaboré une politique, celle visant l'exécution et l'importation. C'était une bonne politique, qui visait à réduire la recherche financée par l'État et exécutée dans les installations du gouvernement. A cette époque, en 1971, 62 p. 100 de toutes les dépenses directes de l'État en ce domaine servaient à la recherche exécutée dans les installations gouvernementales. Résultat de cette politique? La proportion est maintenant de 65 p. 100. Ainsi, la seule politique que le ministère ait appliquée depuis six ans a obtenu le résultat opposé de celui escompté.

J'ai déjà dit et je répète que si nous éliminions ce ministère, nous pourrions épargner immédiatement six millions de dollars. Certains Canadiens pensent que le gouvernement ne s'intéresse à la science et à la technologie que parce qu'il y a des fonctionnaires au ministère qui gagnent \$60,000 par année à mettre au point les éléments d'une politique scientifique. Ils espèrent qu'ils vont bientôt soumettre d'excellentes idées, car le gouvernement est censé savoir ce qu'il y a de mieux pour nous et qu'il a à son service tous ces fonctionnaires richement rémunérés qui vont trouver réponse à tout. Monsieur l'Orateur, ils n'ont rien produit du tout, et j'estime quant à moi que nous devrions nous en débarrasser sur-le-champ. Nous épargnerions tout cet argent et le ministère ne serait plus là pour leurrer la population.

J'aimerais dire un mot du problème que le gouvernement cherchait à régler au moyen de cette politique et de la somme de recherche qui s'effectue dans les laboratoires du gouvernement, et non dans ceux du secteur privé. J'aimerais signaler, pour la gouverne de la Chambre, l'importance de la recherche effectuée dans le secteur privé. Cette importance n'est pas due uniquement à l'efficacité qui caractérise le secteur privé par opposition au gouvernement, mais parce que le décalage entre la nouvelle découverte, l'innovation, et la mise en marché est sensiblement réduit.